

au long malentendu entre la France et l'Allemagne au Maroc, M. Pichon vient de démontrer quelle force peut avoir, de notre temps, une politique de loyauté et de droiture pour le maintien de la paix et le triomphe final de la justice.

Post-Scriptum.

Les prévisions optimistes que contenaient les pages qu'on vient de lire, ont été jusqu'à présent corroborées par les événements. Comme le dit très bien M. André Tardieu ¹, « l'Allemagne et l'Angleterre, après les innombrables incidents qui les ont mises aux prises, sans les obliger pourtant à en venir aux mains, croient, moins qu'autrefois, à la guerre fatale. Ne pouvant s'anéantir, elles s'accoutument à se supporter. »

Nous verrons, dans les chapitres qui suivent, que, dans la crise européenne déterminée par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine (hiver 1908-1909), comme dans tous les incidents qui provoquent en Europe des débats diplomatiques, c'est la rivalité anglo-allemande qui envenime les difficultés et donne aux problèmes politiques toute leur acuité. Mais les signes de détente se multiplient et, d'un côté comme de l'autre, se manifeste de plus en plus la ferme résolution de ne pas laisser les litiges dégénérer en conflits. L'Empire allemand et la Grande-Bretagne sont, l'un comme l'autre, aux prises avec des difficultés intérieures et des crises sociales qui absorbent toute l'activité des gouvernements. Le cabinet libéral anglais n'a qu'une politique extérieure très effacée : la réforme constitutionnelle est la préoccupation dominante de M. Asquith et de ses collaborateurs ². Cette abstention de l'Angleterre don-

1. *La France et les Alliances*, 3^e édition, p. 347.

2. Philippe Millet : *La crise anglaise*. Arm. Colin, 1910, in-16.